

Le magazine cite le rapport d'un comité nommé par le Gouvernement. Le rapport dit en somme qu'en dépit des paroles éloquentes et des promesses mirobolantes du Gouvernement, ce dernier n'a pas réussi à mettre sur pied une politique satisfaisante de rétablissement.

J'aborde maintenant une autre question sérieuse, celle du logement. Le discours du trône dit qu'en ce qui concerne les habitations, la demande est plus forte que l'offre, — comme si nous ne le savions pas déjà.

Parmi les principaux échecs de l'administration de l'Etat, il y a le logement. Nulle part ailleurs, l'inéptie du Gouvernement n'a été aussi manifestement évidente. Le programme du Gouvernement au chapitre du logement a été, dès le début, marqué d'un manque de collaboration au sein du cabinet. Les personnes en quête de logements ont été bombardées de promesses politiques par les membres du cabinet, au point de ne plus savoir à quoi s'en tenir. Mais il leur est toujours impossible de trouver des maisons. Les estimations sur la pénurie de logements au Canada vont de 300,000 à 700,000 maisons. On n'a pas construit un nombre suffisant de maisons dans les dix années qui ont précédé le conflit, et celles qu'on a construites pendant la guerre n'ont pas suffi à remplacer celles qui tombaient de vétusté ou à combler les besoins de nouvelles familles. D'où l'accumulation actuelle de la demande.

Le Comité de la reconstruction établi par le Gouvernement a placé à au moins 60,000 par année pendant dix ans le nombre de maisons qu'il faudra construire pour répondre aux besoins du pays. A mon sens, ces chiffres ne tiennent pas suffisamment compte des besoins du Canada rural. Mais, même si l'on s'en tient à cette estimation, l'on constate que les réalisations du Gouvernement sont lamentablement inférieures à l'objectif.

Je ne puis comprendre que le Gouvernement, qui régit presque tous les autres domaines de l'économie canadienne, ait laissé le prix des maisons s'élever au point que l'ancien combattant ou l'homme moyen ne peut s'en procurer.

Le Gouvernement fait parade des généreuses allocations de rétablissement qu'il accorde aux anciens combattants. Mais il ne fait pas parade du fait que ces allocations, si généreuses soient-elles, ne valent rien pour l'ancien combattant qui, dans les circonstances, est obligé d'acquitter un prix exagéré pour la maison qu'il achète, même si elle est construite conformément au programme de l'Etat.

Je puis donc conclure que la situation du logement est pire aujourd'hui qu'il y a un an, et qu'elle ne laisse guère espérer de solution satisfaisante. La faillite du Gouverne-

ment, sur ce point, est complète. La situation dans laquelle le Canada se trouve est une honte, et les ministres le savent bien.

Le logement est actuellement notre grand problème national. Nombreux sont les anciens combattants qui ne peuvent trouver abri. Nombre de familles habitent bicoques et greniers. Ces conditions sont funestes pour la nation. Comment, en effet, au milieu d'un tel malaise, édifier une population saine et heureuse.

On aurait pu prévenir tout cela. Même le Gouvernement est de cet avis. Les honorables députés se rappellent-ils les affiches électorales qui laissaient entendre à quiconque que le programme du parti libéral signifiait la construction immédiate de 60,000 maisons? Oui, non pas l'année suivante, pas même le mois suivant, mais immédiatement. C'était en mai dernier; il y a donc dix mois. On a même parfois promis un million de maisons dans les dix prochaines années.

Vous rappelez-vous ces affiches, monsieur l'Orateur? Sans aucun doute, car vous vous en êtes probablement servi vous-même. Vous rappelez-vous ces magnifiques affiches reproduisant une maison d'une valeur apparente d'au moins \$8,000, avec la phrase suivante: "Merveille! Vous pouvez vous acheter cette superbe maisonnette pour la modique somme de \$13.82 par mois." Voici une copie même de l'affiche en question. Je la montrerai volontiers au premier ministre (M. Mackenzie King) et au ministre de la Reconstruction (M. Howe) afin de suppléer à leur défaut de mémoire. Voici le texte de ces affiches électorales des libéraux.

Nous projetons la construction d'au moins 600,000 logements, peut-être même d'un million. Où que vous habitiez, vous pourrez vivre dans une maison confortable dont vous serez fiers.

Le gouvernement libéral croit que c'est le droit de chaque famille de posséder sa propre maison et d'y vivre. Le nouveau programme du logement est l'un des nombreux programmes élaborés par les libéraux en vue d'assurer dès maintenant la véritable sécurité sociale à la population.

C'était en mai dernier. Ce document appuie la candidature du distingué représentant d'Ontario (M. Sinclair). Je me demande ce qu'en pense aujourd'hui la population d'Oshawa. Je me demande combien de personnes achètent des maisons de \$13.82 par mois. Je me demande combien d'anciens combattants obtiennent tout au plus des logements convenables.

La crise du logement est un chancre putrescent sur le corps politique, une tache inexcusable sur l'effort de guerre du Canada. Aurait-on pu l'éviter? Certainement. Si l'on remonte à la source du mal, on se rend compte que durant ses dix années d'administration le Gouvernement actuel aurait pu éviter ce malheur.